

sujets britanniques qui se sont établis aux Etats-Unis, il a essayé de s'assurer du nombre qui aimerait revenir en Canada. Pendant qu'il était à la tête du département de l'Immigration il leur a offert toute sorte d'encouragement juste et légitime pour revenir en Canada, mais jusqu'à présent bien peu étaient revenus: Il approuvait pleinement le prêt projeté de \$100,000 aux Mennonites, parce qu'il était parfaitement convaincu que l'argent serait remboursé et que les immigrés étaient d'une aussi bonne classe qu'on pouvait obtenir.—L'item est adopté.

SÉANCE DU SOIR.

La Chambre se forme en comité des subsides.

Sur l'item de \$100,000, emprunt ménonite,

L'HON. M. CARTWRIGHT assure la Chambre que le pays verrait que les deniers ne seraient pas employés à aucune autre fin que celle pour laquelle ils sont votés. Son hon. ami de Waterloo Nord et York Nord peut informer la Chambre quant à la position des personnes qui se sont rendues responsables du montant. Il a compris que les Mennonites objectaient à hypothéquer leurs fermes.

M. BOWMAN dit que ces gens n'avaient pas d'objection à donner des hypothèques aux personnes qui voulaient se rendre responsables du remboursement de cet emprunt. Ils valaient de \$5,000 à \$75,000 chacun, et il avait appris d'un des principaux d'entr'eux qu'ils étaient résolus à ce qu'aucun d'eux ne se rendit responsable pour plus d'un dixième de la valeur de sa propriété, afin que si jamais il leur devenait nécessaire de payer cet argent de leurs poches, ils pourraient le faire. Les messieurs de l'autre côté de la Chambre semblent examiner cette affaire d'un œil critique, mais il est heureux de pouvoir les assurer que les hommes qui se sont rendus responsables du remboursement de l'emprunt sont tout-à-fait solvables. C'est un dogme de leur croyance que chacun doit payer ses dettes et ses obligations. Il est parfaitement satisfait que ces hommes rempliront leurs engagements à la lettre, et le gouvernement sera en sûreté en laissant la surintendance de l'emprunt à eux-mêmes.

M. CHARLTON dit que si le gouvernement réussit à s'assurer quatre ou cinq mille de ces émigrés sur un bon principe d'économie politique applicable à ce nouveau pays, qui augmenterait le capital du pays de quatre à cinq millions de piastres, il aurait dans les émigrés mêmes un remboursement de l'emprunt. Il aimerait à voir le gouvernement aller un peu plus loin, et dépenser de petites sommes pour la construction de chemins de fer dans les parties reculées du pays, et aussi aider les autres classes d'immigrés de la même manière qu'il se propose d'aider les Mennonites. Il considère cette politique comme très-sage.

M. DYMOND dit qu'il pense que le simple fait que les messieurs qui se sont rendus responsables du remboursement sont Mennonites doit satisfaire tout le monde. Leur simple promesse est aussi obligatoire pour eux qu'une hypothèque ou un serment. En sus de la garantie de leurs co-religionnaires dans Waterloo et York, ces gens sont liés ensemble dans le Manitoba par certains liens religieux, et nous n'avons pas seulement la garantie d'individus, mais ce qui équivaut à l'engagement de toute la communauté qu'ils seront responsables pour l'emprunt; en réalité il n'y a pas de doute que leur entreprise réussira. Quant à étendre ce système d'emprunts tel que suggéré par son hon. ami de Norfolk Nord, il craint que si le système était adopté généralement, il n'y aurait pas de limites à ce système de placement, quoique les Mennonites pourraient payer les dettes plus régulièrement que la majorité des personnes. Après tout le Mennonite n'a pas plus de valeur comme émigré que n'importe quel autre homme, et il proteste respectueusement contre un système illimité de prêts. Tant que son hon. ami le ministre des Finances sera à la tête des affaires il ne craindra pas les résultats, mais il pourra venir un temps où les affaires de la nation pourront malheureusement passer dans d'autres mains, et le fait que le gouvernement aurait des créanciers par toute la Puissance ne sera pas très-satisfaisant. Cela pourrait fournir les moyens de saper la vertu du peuple et pourrait probablement offrir de sérieuses tentations à la vertu du gouvernement. L'item est alors adopté